

Pontivy : Opération tractage devant le Centre des finances pour dénoncer des suppressions d'emploi

Mardi 6 mai 2025, les syndicats ont distribué des tracts devant le Centre des finances publiques de Pontivy (Morbihan) pour dénoncer des suppressions d'emploi...



Johanna Rault, Céline Tessier, Hervé George, Christophe Rissel, Nicolas Luillery, Vincent Chatton et Yannick Le Sausse, de l'intersyndicale des finances publiques, dénoncent les suppressions d'emploi dans leur ministère. Ils ont distribué des tracts à Pontivy (Morbihan) ce mardi 6 mai 2025. ©Pontivy Journal Par [Franck Baudouin](#) Publié le 6 mai 2025 à 15h52

La campagne déclarative des **impôts sur le revenu** bat son plein au **Centre des finances publiques de Pontivy** (Morbihan).

Tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis, les contribuables se pressent chaque matin en nombre au 36 rue Albert-de-Mun pour un renseignement, une précision ou une explication.

C'est encore le cas ce **mardi 6 mai 2025**. Vers 10 h 30, une quinzaine d'usagers attend son tour pour passer au guichet. Ce matin-là, deux agents assurent l'accueil du public... Tandis qu'à l'extérieur, plusieurs **organisations syndicales** distribuent des **tracts**.

On informe les contribuables des nouvelles suppressions d'emplois aux Finances publiques alors que la Loi de finance disait qu'il n'y en aurait pas.

Christophe Rissel, de la CGT

« 31 148 suppressions d'emplois entre 2008 et 2024 »

Au niveau national, les syndicats annoncent la suppression de 550 emplois temps plein en 2025.

Dans le Morbihan, il y en aurait neuf sur les 800 agents.

« Il y a eu 31 148 suppressions d'emplois entre 2008 et 2024. Un chiffre qui fait tourner la tête... La [direction générale des finances publiques](#) est l'administration qui a subi les suppressions d'emploi les plus massives au sein de toute la fonction publique », assure **Hervé George**, de la CFDT.

Par suppression, il faut entendre non-remplacement après un départ à la retraite...

« La lutte contre la fraude fiscale, c'est nous ! »

Yannick Le Sausse, du syndicat Solidaires, ajoute :

Ce qui est aberrant, c'est qu'on supprime le ministère qui s'occupe de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'État. La lutte contre l'évasion fiscale, c'est nous ! La lutte contre la fraude fiscale, c'est nous ! Les contrôles fiscaux, c'est nous ! Les recouvrements, c'est encore nous !

Un service au public au rabais

Moins d'agents des finances publiques, cela se traduit par « des agents débordés », des « conditions de travail dégradées » et un « service au public au rabais ».

Les 80 agents du [Centre des finances publiques de Pontivy](#) couvrent tout le nord du Morbihan.

Le centre des finances pontivyen n'est ouvert que quatre matinées par semaine.

« De plus en plus souvent, les usagers trouvent porte close. Depuis quelques années, notre service public ne fait plus de l'accueil physique une priorité. Des campagnes de communication vont même essayer de convaincre le public d'envoyer un mail ou de téléphoner », dit **Vincent Chatton**, de la CGT.

« Se débrouiller »

L'après-midi, le Centre des finances publiques de Pontivy reçoit uniquement sur rendez-vous.

« À raison de 20 minutes par personne, les créneaux sont vite remplis. Actuellement, le prochain créneau disponible est le 12 juin... La campagne des impôts sur le revenu sera terminée depuis longtemps ; les personnes qui veulent un renseignement ou qui ne veulent pas se tromper devront se débrouiller », fait remarquer **Céline Tessier**, de la CFDT.

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu n'a pas diminué le nombre de personnes qui viennent se renseigner. À Lorient, par exemple, on a noté une hausse de 20 % de nombre d'utilisateurs au centre...

Nicolas Lhuillery, de Solidaires

Johanna Rault, de la CFDT, ajoute : « Dès lors qu'on n'a pas un accueil de qualité, le consentement à l'impôt peut être remis en cause et cela renforce les personnes qui sont hostiles à l'impôt. »